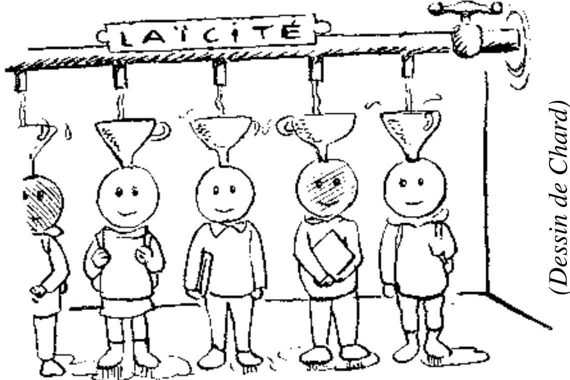
L'essence juive du laïcisme



par Hannibal



(Dessin de Chard)

Le laïcisme est violent. Il a tué en vrai durant les Inventaires, il tue aujourd'hui en effigie, en images, en pensée. Et la meilleure façon de tuer quelqu'un est aujourd'hui de le traiter d'assassin. Voilà quelques années, AIDES, l'association homosexualiste d'embrigadement de la pensée bourgeoise par la compassion pour les sidaïques, avait ainsi flingué la papauté. Aujourd'hui, *Charlie-Hebdo*, en couverture du numéro anniversaire de l'attaque contre ses locaux, accuse Dieu d'avoir fait le coup. Quel Dieu ? Allah, peut-être, étant donné l'origine des balles ? Pas le moins du monde, Dieu le Père, avec un œil inscrit dans un triangle et les nus pieds de Jésus-Christ. Surprenant mais confirmé par l'expérience suivante. Tapez « *Charlie-Hebdo*, *une*, Dieu » sur Google : on vous proposera spontanément sept images publiées en une de l'hebdomadaire. Deux visent en même temps islam, judaïsme et christianisme, une égratigne légèrement l'islam seul, et quatre attaquent le Christ et la papauté. Notons dans ce numéro anniversaire les contributions d'Elisabeth Badinter, de Taslima Nasreen, de Charlotte Gainsbourg et de notre éminent ministre de la Culture, Fleur Pellerin. Hollande n'a pas eu le temps d'écrire, il était trop occupé par la nécrologie des Michel, Delpech et Galabru.

On rapprochera cette communion charliesque contre Dieu d'un mot prononcé lors de ses vœux par le président de la République : il a désigné, comme responsable des tueries qui ont frappé la France, le "*fanatisme*". Le mouvement qui s'était dessiné dès janvier 2015 lors de la manif « Je suis *Charlie* » se précise donc : c'est Dieu l'assassin, ce sont toutes les religions qui portent la haine et la violence.

Significativement, le rédacteur en chef Riss, s'il s'en prend aux « *fanatiques abrutis par le Coran* » les associe dans son mépris aux « *culs-bénits venus d'autres religions* » : que les uns jugent simplement son journal mauvais et que les autres mitraillent ses dessinateurs ne lui inspire nulle distinction. L'amalgame opéré par le mot fanatisme permet d'exonérer l'islam de sa responsabilité, même si tous les attentats terroristes — tous — à travers le monde sont perpétrés par des mahométans, exception faite bien sûr du terrorisme d'Etat où Israël et les Etats-Unis sont experts.

●

Allons plus loin : si l'on poursuit la statistique des couvertures, le premier ennemi des laïcs de combat est, de loin, le Christ. Je me suis plongé dans un éventail d'images publiées par *Charlie* ces dernières années et transmises par internet. Ce n'est pas très folichon. Les chrétiens jugeront cette poubelle blasphématoire, les hommes de goût déploreront la sottise et la vulgarité qui s'y accumulent. Et la première impression se confirme : la cible récurrente, c'est le Christ, c'est lui le premier ennemi de *Charlie*, l'assassin. Etonnante inversion, quand on se souvient que la révolution laïciste a eu pour objectif de tuer le christianisme.

Cette révolution a provoqué, de 1880 à 1914, une guerre civile perlée, qui affecta l'Eglise, l'instruction publique, l'armée, la magistrature.

L'accumulation en France depuis quarante ans de populations d'origine étrangère ravive cette animosité entre porteurs différents d'un même passeport. Il ne s'agit plus de savoir si la guerre civile est inéluctable, mais si elle est imminente ou commencée. Reste aussi à dire qui elle oppose. Les media agitent des mots, "laïcs", "Arabes", "musulmans" : ils existent, bien sûr, mais ce sont aussi des ennemis de paille, des masques et des marionnettes que d'autres utilisent. Si l'on observe l'histoire de la république opportuniste, de Ferry à Pompidou jusqu'à aujourd'hui, on relève au fil des décennies le même amour pour la banque — mais quelle est la racine du laïcisme qui organise à la fois le banquet des puissants et la destruction de la France traditionnelle ? Quelle est la source de l'Anti-France qui a plongé notre pays dans la décadence, puis dans l'invasion, et se prépare aujourd'hui à l'achever par le feu ? Cette question capitale, il est expédient d'en rechercher la réponse dans des phénomènes apparemment secondaires, car cette puissance originelle ne s'y sent pas surveillée et ne craint pas de s'y dévoiler.

●

Le premier est la récente suppression de la licence de lettres classiques, et, en général, l'aversion fidèle de Najat Vallaud-Belkacem et de ses proches prédécesseurs pour le latin. La vieille Université fière de son excellence, fille de la Sorbonne médiévale et de l'humanisme de la Renaissance, le portait pourtant aux nues, y compris à gauche, la langue des Césars servant à ridiculiser la Rome des papes. Même chose dans les lycées, héritiers des jésuitières. C'était l'époque où les professeurs de lettres moquaient le « latin de cuisine » chanté à la messe, ou celui des traités médiévaux. Au début du vingtième siècle cependant, sous l'impulsion des frères les plus progressistes, débuta une querelle des Anciens et des Modernes doublée d'une opposition morale entre bons pauvres et mauvais riches : le latin était un privilège d'enfants aisés, il ne servait à rien dans la vie courante, il fallait vivre avec son temps et s'en débarrasser.

L'éducation moderne prit ainsi le pas sur la classique après la Seconde Guerre mondiale, et son avantage s'accentua ensuite au fil des décennies. Si l'on examine cependant les raisons invoquées par les modernes, elles ne valent pas un pet de lapin, car elles peuvent être retournées avec succès contre n'importe quel élément du programme. Même les sacro-saintes mathématiques, qui servent de discriminant majeur à notre système d'enseignement, n'échapperaient pas à un bref instant de critique : pour qui passera sa vie en grande partie devant une machine à café, dans un parlement, une agence de voyage, ou tentera de vendre des Airbus, quelle est l'utilité pratique de l'algèbre de Boole ? Tout ce qu'on apprend en maths et en physique dans l'enseignement secondaire peut être considéré comme l'ornement mental de privilégiés, qui signale leur entrée dans une caste de prêtres rois. Sans doute les mathématiques, pour une minorité d'esprits, sont-elles formatrices, mais il en va de même du latin.

Le moment où l'instruction moderne prit le dessus se situe dans les années soixante ; et c'est juste celui où l'Eglise catholique romaine elle aussi bazarda le latin. Partout dans le monde, en particulier en France, où l'Eglise pesait alors un poids qu'elle n'a plus, on se mit à utiliser la langue vernaculaire dans la liturgie — cela contre la lettre mais non contre l'esprit du concile Vatican II et les recommandations expresses mais purement hypocrites de Paul VI, "l'auteur" de la « nouvelle messe » qui lui-même célébrait la synaxe en italien et non en latin. C'est un fait inouï. D'autant plus que l'usage commun d'une langue internationale est un puissant facteur de cohésion et un marqueur d'identité : le latin apparaissait donc comme un atout maître dans une Eglise qui se voulait conquérante, et dont une bonne part des fidèles se situait en Amérique latine. C'était encore plus inouï parce que l'une des revendications des ennemis de l'Eglise fut toujours que Rome renonçât à sa langue sacrée pour dire la messe en langue vulgaire.

Les deux derniers points sont liés. Qui a un peu voyagé sait qu'aujourd'hui, hors des anciens empires coloniaux français, espagnol et portugais, toutes les "messes" internationales dites de Paul VI ou presque se disent en anglais : il y a eu un grand remplacement d'une langue par une autre, au profit de la puissance anglo-saxonne (en gros, américaine). Or il se trouve que les protestants anglo-saxons d'Amérique sont, depuis le dix-septième siècle, le principal ennemi officiel de Rome.

Examinons maintenant les raisons alléguées pour l'étrange abandon du latin. Il s'agissait d'abord, nous disait-on, de vivre avec son temps, d'"*aérer*", de « *moderniser l'Eglise* ». Derrière les mots, rien, puisque une communication vraiment moderne aurait exigé le maintien et le développement du latin. Il s'agissait aussi, ajoutait-on, d'obtenir une meilleure participation des fidèles aux offices, parce que l'usage du latin était au-dessus de la capacité des assemblées. Tout cela est faux. Quiconque a vécu les messes tridentines du début des années soixante dans une paroisse ordinaire de France a constaté que les assemblées étaient plus nombreuses et participaient plus qu'aujourd'hui : même les vieilles Bretonnes les moins délurées chantaient sans difficulté leur Credo, et tous les répons, ce que ne savent plus faire bien des bourgeoises en français. Quant à « *s'approcher de Dieu plus naturellement, dans une langue plus simple* », autre tarte à la crème revendiquée, si tant est que cela ait un sens, il suffit d'entendre le jargon d'église que nous ont pondu les modernes grenouilles de bénitiers, la bureaucratie de la « conférence des évêques », avec leurs cantiques à la mords-moi-le-nœud, pour rire un grand coup.

●

Une fois réfutés les piètres prétextes agités en faveur de l'abandon du latin, rappelons les effets de cet acte étrange : abaissement et dispersion du catholicisme face à Washington et New York, satisfaction donnée aux ennemis traditionnels de l'Eglise, et, le plus important que nous n'avons pas encore dit, possibilité de trahir la liturgie en la traduisant. Les fidèles des années soixante, quoique sacrifiant à l'*aggiornamento*, n'étaient pas complètement décervelés, ils se souvenaient des textes sacrés, et ils n'auraient pas laissé passer, en latin, les inénarrables bourdes, les mascarades désopilantes que l'esprit du concile a imposées dans les années qui ont suivi 1969. L'abandon du latin fut le moyen le plus simple de détruire la messe par l'amnésie, ce que les papes et leurs ennemis savaient depuis les Mérovingiens. On a changé de langue pour changer de foi.

Pour conclure sur ce sujet, d'où vient la haine du latin, et par quelle puissance a-t-elle été imposée depuis près d'un demi-siècle dans quasiment tous les lieux de culte catholiques du monde contre la volonté et contre l'histoire de l'Eglise romaine, pour l'adapter à « *notre temps* » (*Nostra Aetate*) ? Réponse, qui haïssait l'empire romain chrétien et sa langue, qui en a ouvert les portes d'abord aux Perses, ensuite aux Arabes musulmans ? Quel peuple, dans une Espagne médiévale dont le latin était, comme dans toute l'Europe, la langue véhiculaire, a manifesté contre le latin une aversion si profonde et si indurée qu'il a conservé, pour ses propres textes de réflexion, l'arabe ? Poser la question c'est y répondre : c'est le peuple juif.

●

Venons-en aux attaques contemporaines contre le Christ et son Eglise en France. Elles sont fréquentes, nombreuses, réparties dans tous les milieux et sur tout le territoire. Des inconnus brûlent des santons ou vandalisent des sanctuaires sans que la puissance publique semble s'en préoccuper. Le président de l'association des maires de France, le maçon Baroin, prétend interdire les crèches dans les mairies, etc, etc.

Mais l'une des attaques les plus caractéristiques se porte contre les noms chrétiens dans l'espace public. Le plus souvent, cela frappe des villes ou des villages, le dernier en date étant La Chapelle-Basse-Mer, mais cela peut tomber tout aussi bien sur une gare : celle de Bordeaux Saint-Louis a été rebaptisée (si l'on ose dire) Ravezies par la SNCF sans que celle-ci procède au moindre referendum préalable. D'un trait de plume. La république laïque fait grand usage de l'administratif idéologique, ni vu ni connu — souvent à l'occasion de l'un de ces regroupements de communes que sa mauvaise gestion des territoires impose.

Pourquoi tant de haine contre la France chrétienne, manifestée de façon si enfantine ? La toponymie, chacun le sait, est un legs du passé et devrait donc n'offusquer personne. Aucun musulman, même très barbu, n'a jamais manifesté pour que soient débaptisés Saint-Ouen ou Le Temple-sur-Lot, où ils sont pourtant nombreux. Alors, qui donc est révulsé par l'empreinte concrète profonde et partout présente qu'a laissée le christianisme en France, manifestée dans ses calvaires (en quelques années marginalisés dans le paysage grâce aux ronds-points), chapelles, oratoires, églises, menacées de reconversion, dans sa toponymie, dans ses us (les fêtes chrétiennes, qu'on s'emploie à réduire elles aussi) ? La réponse, ici non plus, n'est pas bien compliquée.

Juif de Tunisie, Albert Memmi, essayiste gauchisant préfacé par Camus et Sartre, choisit la France après l'indépendance mais fut horrifié à son arrivée par le caractère chrétien du pays qui l'accueillait. Pour lui, le christianisme n'était pas seulement « *la plus grande imposture théologique et métaphysique de l'Histoire, un scandale spirituel, une subversion et un blasphème* », mais le Christ « *est le diable* […] *l'essence de tout le mal sur terre* ». Et d'ajouter : « *La religion des non-juifs est en fait partout, dans la rue comme dans les institutions, dans les vitrines et dans les journaux, dans les monuments, dans les conversations, dans l'air lui même : l'art, la morale et la philosophie sont chrétiens, comme le sont le droit et la géographie. La tradition philosophique enseignée à l'école, les grands motifs de la peinture et de la sculpture sont autant imprégnés de Christianisme que les lois sur le mariage et le divorce.* […] *Lorsque nous étions adolescents puis plus tard jeunes hommes, nous nous refusions à prendre au sérieux la persistance des nations. Nous vivions dans une attente enthousiaste d'un nouvel âge.* […] *Nous étions des juifs.* […] *Nous rêvions à ne plus faire qu'un avec tous les hommes, et par là, à devenir enfin des hommes comme les autres.* […] *L'histoire du pays dans lequel je vis est pour moi une histoire d'emprunt. Comment pourrais-je ressentir que Jeanne d'Arc est un symbole pour moi ?* […] *Il m'est impossible de m'identifier sérieusement avec le passé d'une nation quelconque.* »

Voilà, tout est dit, je crois, tant sur la "laïcité" que sur le projet mondialiste de suppression des nations (en hébreu, goyim). L'essence du laïcisme exterminateur, c'est la haine juive du christianisme.